

COMMUNIQUE CFTC

ANNONCES PRESIDENTIELLES : UNE ECOUTE REELLE QUI NE DISSIPE PAS TOUTES LES INQUIETUDES DE FIN DE MOIS.

LA CFTC REAGIT AUX ANNONCES FAITES LORS DE LA CONFERENCE DE PRESSE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

En décembre dernier, alors que le Président de la République annonçait un train de mesures d'urgence en réponse à la crise dite des « gilets jaunes », la CFTC avec d'autres organisations en appelait à de larges concertations afin d'apporter des solutions structurelles et durables aux grands maux qui fragilisent notre République. Elle a pris toute sa part au grand débat en participant mais aussi et surtout en restant attentive à l'expression, sous toutes ses formes, de nos concitoyens.

Le Président de la République a indéniablement cherché à comprendre et à répondre à certaines des attentes les plus profondes de nos concitoyens. La CFTC salue sa volonté d'« *apporter des réponses qui placent l'homme au cœur du projet* » qui reste à bâtir. C'est sa propre philosophie d'action depuis bientôt 100 ans ! En revanche, la CFTC regrette que les grandes orientations esquissées pour y parvenir aient laissé subsister trop d'« *angles morts* » et d'inquiétudes quant aux « fins de mois ».

Concernant les attentes en matière de pouvoir d'achat, nos concitoyens aspirent d'abord à plus de justice fiscale ! Certaines des pistes annoncées vont dans ce sens. C'est le cas de la suppression de certaines niches fiscales dont bénéficient les entreprises. La CFTC note par ailleurs que les plus hauts revenus sont très peu mis à contribution. Seule la mission confiée à la cour des comptes relative à l'évasion fiscale tempère cet oubli. Cette pratique est un outrage au « vivre ensemble », ce qui n'est plus tolérable dans une France sujette au délitement.

Les sommes en jeu (près de 20 milliards d'euros selon la fourchette basse) sont d'une ampleur telle qu'elles peuvent et doivent constituer la première source de financement des mesures annoncées ainsi que celles oubliées par le Président de la République bien que récurrentes tout au long du grand débat. Parmi celles-ci, la baisse de la TVA des produits de première nécessité. Une mesure qui profiterait à nos concitoyens les plus précaires non concernés par la baisse de l'impôt sur le revenu.

La CFTC n'a pas compris à l'occasion du grand débat que les français aspiraient à travailler plus... à l'exception des demandeurs d'emplois trop peu mentionnés hier. Elle prend acte des annonces écartant deux options « testées » ici ou là ces derniers temps, options qu'elle rejette avec force : le report de l'âge légal de la retraite et la suppression de jours fériés. Concernant la retraite, elle salue la perspective d'une ré-indexation de toutes les pensions sur l'évolution des prix ainsi que la hausse du minimum contributif. Surtout, elle rappelle qu'un processus de concertation est en cours. C'est dans ce cadre et dans le respect des partenaires sociaux investis que des solutions visant à pérenniser un système par répartition doivent être définies.



La Vie à Défendre

Concernant le grand âge et la dépendance, la CFTC fait sienne la proposition du rapport Libault d'utiliser, après 2024, la contribution à la réduction de la dette sociale (CRDS) pour financer la perte d'autonomie. Elle salue l'évocation des aidants à qui il est urgent de reconnaître des droits. Mais il faut aller plus loin et investir dans les familles et les jeunes dont nombre d'activités sont socialement utiles !

A propos du volet « démocratie », la CFTC adhère aux propositions visant à impliquer plus et mieux nos concitoyens en amont des grandes décisions touchant à leur vécu. Qu'il s'agisse du niveau national ou territorial avec tirage au sort et/ou conférences citoyennes, elle appelle au respect du nécessaire équilibre entre « démocratie délibérative » où chacun est invité à s'exprimer et « démocratie représentative » où les élus, dont les organisations syndicales, forts de leur légitimité hiérarchisent l'expression populaire et, au final, décident.

La CFTC prend acte des concertations annoncées et prévues sur ce mode. La transition énergétique devrait d'ailleurs figurer parmi les thématiques soumises à cette nouvelle culture du débat. L'annonce des 150 citoyens tirés au sort pour siéger dans un futur Conseil de participation citoyenne va dans ce sens même si elle peut décevoir au regard des attentes exprimées tout au long du grand débat.

Enfin, la CFTC ne peut que se réjouir des annonces relatives au déploiement des services publics dans nos territoires. Qu'il s'agisse du moratoire sur les fermetures d'école et d'hôpitaux ou encore sur les suppressions de postes, la prise en charge des dépenses induites ne devra pas s'opérer au détriment d'autres postes mais plutôt privilégier les recettes générées par une fiscalité plus juste.